



Dialogue social et risques psycho-sociaux

Passer des paroles aux actes : La direction du CMN au pied du mur

Dans de précédents communiqués, nous vous faisons part de la grave dégradation du dialogue social au CMN. En effet, nous dénonçons les nombreux obstacles mis par la direction à l'instauration d'un dialogue social sincère et de qualité : réécriture des DUERP afin d'édulcorer voire d'invisibiliser les risques psycho-sociaux, refus de la demande intersyndicale d'un audit RPS à la DRH, manque de transparence sur les résultats du baromètre social, mise à l'écart des acteurs de la prévention au profit d'intervenants « sans expertise ».

Cette situation, inédite au CMN, nous avait conduits au boycott du Comité social d'administration (CSA) du 20 novembre et à y lire une déclaration exposant ses raisons ([ici](#)). À la suite de celui-ci, la Présidente et le Directeur Général nous ont conviés à une réunion ce 24 novembre afin que nous présentions plus avant nos points de vue sur la situation et pour trouver les conditions permettant la reprise du dialogue social.

À la suite de cet échange, nous avons pu obtenir un certain nombre d'engagements de la direction qui vont dans le sens du retour à un dialogue social normal. Nous serons cependant extrêmement vigilants sur la manière dont ils seront mis en œuvre.

Ce que nous avons obtenu :

- La direction du CMN s'est engagée à **diffuser une version beaucoup plus complète des résultats du baromètre social**. Nous n'avons pas encore de date pour cette diffusion, le directeur général indiquant que les propositions faites jusqu'à présent par le prestataire manquaient de lisibilité.
- À la suite de nos alertes, **la direction a donné son accord pour la réalisation d'un audit sur les risques psycho-sociaux au sein de la DRH**, mené par un organisme indépendant. Le cahier des charges ainsi que la méthodologie de cet audit devront être élaborés en concertation avec les représentants du personnel.
- Nous avons aussi échangé sur les impacts des précédentes enquêtes et audits RPS sur les collectifs de travail, en rappelant que l'absence de suivi de la direction dans la mise en œuvre des préconisations ainsi que le manque de décisions fortes, avaient conduit à l'aggravation de nombreuses situations.
- La direction s'est également engagée à **retravailler avec les représentants du personnel les modalités d'élaboration des DUERP**, notamment les circuits de validation et les retours adressés aux agents. Nous avons également demandé que les chefs de service soient formés (comme ils devraient l'être) à leur rôle et leurs responsabilités en matière de mise en œuvre des politiques de prévention.
- La direction s'est également engagée à **associer plus largement les représentants du personnel et les acteurs de la prévention** à l'élaboration des conditions de travail (comme il est prévu dans le projet CMN 2030) et à la mise en place d'une véritable politique de QVCT (qualité de vie et conditions de travail) au CMN.
- Nous avons enfin demandé un **renforcement du pôle prévention au CMN** par la nomination d'un conseiller de prévention et d'assistants de prévention dédiés pour les sites de Sully et Domino.

Tous ces engagements vont dans le bon sens mais leur concrétisation nécessitera du temps et des actes. Dès cette semaine, la manière dont se déroulera la FSSSCT Grand Sud nous indiquera si la démarche est réellement sincère ou s'il s'agit seulement d'une tentative d'éteindre l'incendie et de sauver les meubles.

Nous n'hésiterons pas à reprendre notre boycott et à porter cette situation auprès du ministère s'il s'avère qu'il ne s'agissait que d'une opération d'enfumage !

Paris, le 26 novembre 2025